

Décennie pour les Afro-descendants : la Belgique lance enfin son programme d'actions

Histoire belge, c'est au bout de huit ans, et à l'occasion de la fin de la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine, que la Belgique lance son programme d'actions.

Suite au mouvement *Black Lives Matter*, plusieurs statues de Léopold II avaient été vandalisées. Le programme d'actions souhaite revoir et recadrer l'histoire racontée sur le passé colonial belge, et ouvrir le débat sur les conséquences de ce passé à l'égard du racisme et des discriminations contemporaines.

Journal LE SOIR. Fanny Declercq.

Journaliste au pôle Idées

Publié le 24/10/2023.

Mieux vaut tard que jamais : treize mois avant la clôture de la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine, la Belgique lance enfin son programme d'actions qui met en avant les contributions de personnes afro-descendantes et entend lutter contre les discriminations raciales contemporaines. La Décennie, proclamée à la suite d'une résolution adoptée en décembre 2013 par l'Assemblée générale des Nations unies, a commencé le... 1er janvier 2015. Sous le thème « Personnes d'ascendance africaine : reconnaissance, justice et développement », la Décennie a pour volonté de protéger les droits des personnes afro-descendantes et de reconnaître leur contribution à l'enrichissement d'autres cultures.

Il aura donc fallu huit années à notre pays pour souligner l'importante contribution des personnes d'ascendance africaine à notre société. Et cela alors que le rapport d'Unia en 2022 rappelait encore la nécessité de lutter contre les discriminations et le racisme à l'encontre des personnes d'ascendance africaine. Le programme lancé ce mardi 24 octobre a pour fil conducteur le passé colonial et la réhabilitation de la mémoire. Vingt-neuf projets ont été sélectionnés pour un budget de 700.000 d'euros via l'appel à projets « A Nous l'Histoire : restaurer les mémoires », qui vise à accroître la visibilité de la vie et du travail des personnes d'ascendance africaine en Belgique.

Une étude sur les liens entre colonialisme passé belge et racisme contemporain est attendue au printemps 2024 et, dès le début de l'année prochaine, le fédéral implémentera un financement structurel pour les associations actives en matière d'égalité des chances et des genres, et donc en matière de lutte contre le racisme, a annoncé la secrétaire d'Etat Marie-Colline Leroy (Ecolo). 900.000 euros seront prévus pour 2024. Par ailleurs, la secrétaire d'Etat a annoncé son intention de concrétiser plusieurs recommandations discutées lors de la commission passé colonial, dont la commémoration officielle de la bataille de Tabora (1916) ainsi que la mise sur pied d'une journée commémorative pour honorer les victimes de la colonisation.

Blocage flamand

La Vivaldi n'a pas souhaité rester sur l'échec de la commission parlementaire qui s'est penchée sur le passé colonial de la Belgique. Pour rappel, en décembre dernier, la majorité s'était divisée sur la question centrale des excuses et réparations, les libéraux et le CD&V ayant quitté la séance et rendant impossible la tenue d'un vote sur le rapport faute de quorum suffisant. Un sacré coup de canif à deux ans et demi de travaux colossaux qui a jeté à l'eau les 128 recommandations couvrant de nombreux domaines et insistant sur l'importance du travail d'éducation et de recherche. En juillet 2022, le fédéral adoptait 81 actions contre le racisme – dont l'afrophobie – en santé, emploi, migration, justice. A ce jour, 80 % de ces mesures sont implémentées ou en cours d'implémentation.

Reste que la Belgique a pris un sacré train de retard sur la Décennie. Il faut dire que le précédent gouvernement MR-N-VA n'avait pas jugé le dossier prioritaire, avant de lancer des initiatives qui avaient heurté la société civile. Celle-ci avait alors dénoncé une approche infantilisante, paternaliste, plaçant les Afro-descendants à la marge. Et cela fait plus de vingt ans que se fait attendre le plan national contre le racisme, que la Belgique s'est engagée à élaborer lors de la signature de la déclaration de Durban. La Flandre est pointée du doigt pour bloquer le plan interfédéral, et s'est retirée cette année d'Unia, le centre pour l'égalité des chances. Un contexte qui fait craindre à certains que les réalisations concrètes obtenues ne continuent pas au-delà de la législature et que ce programme de Décennie ne dure... qu'une année